Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

224 | Octobre-Décembre 2003

Paysannerie africaines et développement

La fidélité au gnitatou bagane ou la constance des paysans wolof aux systèmes de production extensifs

Mamady Sidibé

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/745>

DOI : 10.4000/com.745

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2003

Pagination : 419-442

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Mamady Sidibé, « La fidélité au gnitatou bagane ou la constance des paysans wolof aux systèmes de production extensifs », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 224 | Octobre-Décembre 2003, mis en ligne le 13 février 2008, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/745> ; DOI : 10.4000/com.745

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© Tous droits réservés

La fidélité au gnitatou bagane ou la constance des paysans wolof aux systèmes de production extensifs

Mamady Sidibé

- 1 Beaucoup de recherches menées au Sénégal sur le thème des civilisations agraires présentent les Wolof comme des “pseudo-paysans” rattrapés par leur passé de commerçants, dont la seule préoccupation serait l’exploitation à outrance des ressources naturelles. Défricheurs invétérés, ils se seraient ainsi enfermés dans leur inaptitude à mettre en œuvre des systèmes savants, qui, selon nombre de techniciens, signifiaient intensification.
- 2 La comparaison avec les Serer, présentés au contraire comme des paysans achevés, attachés à leurs terroirs et soucieux d’en maintenir la fertilité, à travers des systèmes de mise en valeur performants, était donc devenue assez systématique. Au Sénégal, à de rares exceptions près, qui n’a pas été séduit par le système serer et laissé perplexe par le système wolof ? Aujourd’hui, les contextes d’application de ces systèmes ont évolué et l’affirmation de Pierre Gourou, formulée en 1966 déjà, est toujours actuelle : “il faut se garder - avertissait-il - de croire que certaines techniques agricoles intensives observées en pays tropical puissent avoir de l’avenir. Leur faible productivité les condamne” (Gourou, 1966, p. 146).
- 3 La meilleure preuve de ses propos nous a été apportée par les Serer. En adoptant de plus en plus des systèmes extensifs et en renonçant, dans leurs propres terroirs, aux pratiques agraires qui les ont longtemps identifiés, ils nous interrogent. Mais plus encore, en restant invariablement dans des systèmes extensifs¹, consommateurs d’espace, les Wolof nous ont toujours posé question.
- 4 Les jugements dont ils font l’objet sont à mettre en rapport avec leur rôle prépondérant dans l’expansion arachidière. Il paraît impossible aujourd’hui d’en faire état sans évoquer le problème environnemental - dégradation des ressources forestières et pédologiques - qui lui est subséquent.

- 5 Toutefois, et cela nous semble essentiel, il faut voir là le résultat inévitable d'un problème situé en amont dont les termes n'ont pas été posés jusqu'ici. Pourquoi les paysans wolof restent-ils attachés à des systèmes de production basés sur la consommation continue d'espace alors qu'ils n'ignorent rien des conséquences de leurs pratiques ?
- 6 À défaut de pouvoir répondre à cette question, on a donc préféré stigmatiser le caractère destructeur des systèmes utilisés éludant ainsi le problème ; et les arguments traditionnellement avancés (caractère peu rationnel des pratiques agraires des paysans wolof, la faiblesse de leurs attaches territoriales ou leur souci du gain économique à tout prix) n'aident guère à clarifier les choses. Ce sont en effet beaucoup plus des "présupposés scientifiques" que de véritables facteurs d'interprétation. La question reste posée et l'explication est sans doute à chercher ailleurs.
- 7 Dans ce texte, nous aborderons donc la consommation d'espace comme la résultante d'une tension entre deux logiques : celle, d'une part, de l'Etat colonial puis national visant à accroître la production arachidière sans être jamais parvenu d'ailleurs à mettre en place les conditions de l'intensification recherchée ; celle d'autre part, des paysans wolof manifestant leur préférence pour les systèmes extensifs, ce qui nous amènera à nous appuyer ici sur le principe du « *gnitatou bagane* » appliqué par ceux-ci au Saloum et dans la forêt de Pata, le nouvel espace qu'ils investissent depuis le début des années 1980² (fig. 1).
- 8 Nous allons donc tenter de voir dans un premier temps, comment se sont construits les présupposés qui animent encore les paysans wolof et tenterons ensuite d'en montrer les limites.
- 9 Les présupposés développés au fil des années sur les paysans wolof ne sont pas indépendants des idées véhiculées par certains administrateurs ou chercheurs.
- 10 Au niveau des autorités coloniales et sénégalaises, la différenciation entre les Wolof et les Serer transparaissait déjà dans certains choix. Par exemple, les deux programmes de colonisation officielle, « Boulel Terres neuves » en 1946 et « Terres neuves du Sénégal oriental » à partir de 1972, ont concerné les Serer. Officiellement, on avait invoqué une politique de redistribution de la population du pays serer surpeuplé vers des zones relativement vides d'hommes. Toutefois, il faut ajouter à cette raison le choix des Serer par leur inclination à utiliser des espaces délimités et l'attention particulière qu'ils apportent aux espaces de leur survie. En revanche, leurs voisins wolof étaient considérés comme plus enclins à se lancer dans des colonisations spontanées.
- 11 A l'inverse des Serer qui sont des paysans nés, les Wolof sont présentés comme pratiquant mal une agriculture qui ne fait pas partie de leur passé, plutôt axé sur le commerce et la recherche du profit. Or, avec la seule force de leurs bras, les paysans wolof participèrent activement à la fourniture d'arachide pour la métropole et à bas prix. En effet, les investissements de l'administration coloniale étaient orientés vers l'aval de la filière arachidière, laissant, à l'amont, la production entièrement à la charge du paysan selon les principes de l'économie de traite (Coquery-Vidrovitch, 1978).
- 12 Pour le Sénégal devenu indépendant, l'arachide et ses dérivés ont représenté entre 65 et 85 % des exportations totales du pays dans les années 1960 et 1970. Le budget national, la balance commerciale, l'industrie de transformation, le transport et le commerce sont autant de secteurs de l'économie nationale dont le bon fonctionnement et l'équilibre ont été sous-tendus par la graine oléagineuse.
- 13 Cet intérêt économique, indiscutable pour l'Etat colonial comme pour l'Etat national, est moins évident pour beaucoup de paysans, obligés de se réajuster en permanence pour

suppléer l'absence des moyens de production ou la mauvaise répartition des pluies vu l'attachement qu'ils ont progressivement porté à l'arachide.

- 14 Le souci du gain d'argent à court terme généralement associé aux systèmes extensifs qu'ils pratiquent, nous paraît être, de ce point de vue, un aspect sur-valorisé d'une stratégie globale - historiquement ancrée - dans laquelle le déplacement est de la première importance.
- 15 Depuis plus d'un siècle maintenant les Wolof sont engagés dans cette production transmettant, de génération en génération, leur attachement pour celle-ci. *"Ne pas cultiver l'arachide pour un Saloum-Saloum est une faute grave !"* affirme un paysan de Kassas (un village du Saloum). Avec l'expérience qu'ils ont ainsi accumulée, les paysans wolof sont donc devenus une référence dans la production arachidière. Les ouvriers saisonniers qui viennent à Pata préfèrent travailler pour eux car ils ont en général plus de matériels, plus de semences et plus de terres que chez les arachidiers des autres groupes ethniques. En outre, ils ont compris que la seule manière de se maintenir dans cette culture, est d'adapter leurs pratiques agraires aux conditions du milieu et à l'environnement de la production. En conséquence, une certaine souplesse dans l'utilisation de l'espace par la société wolof, amplifiée depuis l'introduction de l'arachide, se traduit par une mobilité plus marquée. Celle-ci ne doit pas être interprétée comme une manifestation d'attaches territoriales faibles ; les groupes sociaux ne se confinent plus seulement au territoire qui leur est associé – quel que soit le niveau de leur attachement – mais investissent de plus en plus d'autres espaces³ : l'attachement territorial ne semble pas être contradictoire avec la mobilité migratoire.
- 16 En toile de fond des problématiques expliquant le comportement des paysans wolof, pointe, dans de nombreux travaux, l'image de défricheurs obstinés, réfractaires aux systèmes intensifs, dépourvus de "conscience environnementale". En réalité, le problème environnemental qui se pose aujourd'hui avec acuité dans les territoires de l'arachide n'est pas étranger à l'histoire de cette culture, à la volonté des firmes, des maisons de commerce et de l'Etat à faire toujours plus de profits. En conséquence, la production a été de plus en plus encouragée sans le moindre souci pour le maintien de l'équilibre des sols. Ainsi R. Delavignette, cité par Y. Péhaut (1975, p. 697), notait déjà que : *"l'arachide semble avoir souvent appauvri le pays et laissé comme un désert derrière elle. Il faut reboiser le Cayor"*⁴. Au Saloum méridional, Mamadou Sall a insisté sur la fragilité originelle des milieux ; ce sont des paléo-formes facilement déstabilisables (Sall, 1992, p. 343). Le système de dessouchage préconisé à partir de 1975 par la SODEVA, dans le cadre du projet de développement rural du Sine-Saloum⁵, les a encore davantage fragilisés, occasionnant des processus d'érosion éoliens et hydriques.
- 17 Dans la dégradation des ressources "l'alarmisme ambiant" est, à bien des égards, provoqué, construit et entretenu. Si l'on compare la situation du Cayor, un demi-siècle auparavant, à celle du Saloum aujourd'hui, d'intéressants faits peuvent être notés. Car ce qui était valable pour le Cayor dans les années 1900 l'est actuellement pour le Saloum. Au début du siècle, des milliers de paysans avaient quitté le Cayor pour le Saloum. Ces départs avaient été interprétés comme le résultat d'une dégradation des sols et de la baisse des rendements dans cette région. En réalité, la décision de se déplacer procédait plus d'une stratégie visant alors à bénéficier de la rente foncière du Saloum, que d'une volonté de désertifier la région du Cayor dont les sols seraient devenus subitement infertiles. Contrairement à ce qui a pu être écrit, cette ancienne région arachidière

pouvait encore soutenir certains niveaux de production et n'était nullement devenue incultivable.

- 18 A partir des années 1980, des milliers de paysans ont quitté le Saloum pour le Fouladou. Là également, on ne peut pas retenir le seul argument de la baisse des rendements ou de la dégradation des sols : les rendements enregistrés au Saloum sont encore dans la moyenne des rendements obtenus depuis le début de la culture arachidière au Sénégal.
- 19 Les remarques que nous venons de faire, tout comme les exemples tirés de divers travaux, relativisent donc certaines conclusions hâtives concernant les comportements de la paysannerie wolof ou le rôle qu'elle aurait joué dans la dégradation des ressources. L'étude de la relation entre l'accroissement de la production arachidière et l'extension des superficies va nous permettre en fait de comprendre, en partie, pourquoi cette paysannerie est portée à cette consommation d'espace.
- 20 Plus d'un siècle et demi d'histoire de l'arachide (1840-2000) au Sénégal permet de mettre en lumière la dimension spatiale de cette culture. Les territoires de l'arachide n'ont jamais été stables, progressant de la côte vers l'intérieur et du Nord vers le Sud.
- 21 En 1840, seule la côte était concernée par cette production puis, progressivement, la culture a gagné le reste des régions du Cayor et du Walo (fig. 2). Vers 1870, le sud du pays a participé, à Séfa (Moyenne Casamance), à la production arachidière. Dès cette époque, l'arachide a commencé à progresser vers l'intérieur où elle atteindra Bakel, à l'extrême-est du pays.
- 22 En 1885, la construction du chemin de fer Dakar – Saint Louis a confirmé le Cayor dans sa vocation arachidière et facilité l'évacuation de la production vers les ports. Tout au long de l'axe ferroviaire, des escales et des maisons de commerce ont été construites. Mais les ambitions de faire du Sénégal le principal fournisseur d'arachides ne pouvait se concrétiser sans un accroissement des superficies.
- 23 Au début du XX^e siècle, la progression de la culture vers l'intérieur, amorcée avec le chemin de fer, va se poursuivre et s'affirmer. Le développement de l'arachide ne se confinera plus alors au Cayor, à Séfa ou à Bakel, mais gagnera le Baol et le Saloum. Cette période correspond également à celle des grandes colonisations agricoles menées du Centre vers l'Est du Sénégal. Des dizaines de villages et de *daara* (écoles coraniques) ont alors été créés dans la brousse par des Wolof adeptes de la confrérie mouride. La relation marabout-talibé, un des traits caractéristiques de cette confrérie (Copans, 1988, p. 173) se traduit par une obéissance quasi absolue du second envers le premier. Aussi, pour manifester leur dévouement aux marabouts, les talibés n'hésitent-ils pas à faire de la culture arachidière la manifestation de leur foi. Ils ont ainsi repoussé année après année par leur détermination et leur mode d'organisation, les limites du domaine arachidier.
- 24 Les données concernant les surfaces cultivées sont lacunaires entre 1840 et le premier quart du XX^e siècle. Il est donc difficile de se prononcer avec précision sur la relation qu'il y a eu au cours de cette période entre les surfaces cultivées et la production arachidière⁶. Les rares données disponibles permettent cependant d'avoir une idée de la question.
- 25 Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la pénurie d'oléagineux aidant, l'administration coloniale afficha sa volonté de relancer la production. C'est pour celle-ci, entre 1920 et 1930, une période faste qui s'ouvre servie par des cours mondiaux élevés. Par ailleurs, le développement du crédit eut pour effet d'inciter à des investissements substantiels. Face à une demande sans cesse croissante, les surfaces arachidières montèrent donc en flèche passant de moins de 300 000 ha dans les années 1900 à plus de

650 000 dans les années 1930. Dans la même logique, des opérations ambitieuses sont conduites à Bambey à partir de 1922 pour améliorer la production arachidière. Elles concernaient la sélection des semences, le choix d'engrais performants et la lutte phytosanitaire. L'amélioration des paquets techniques fit aussi partie des objectifs que se fixèrent les techniciens, avec le lancement notamment de la culture attelée et la détermination des incidences de l'engrais. L'administration coloniale encouragea vivement les efforts en vue de lancer la mécanisation, d'où les progrès de la traction asine, l'introduction des houes et des semoirs permettant une augmentation des rendements, qui passèrent de 300-400 à 520-918 kg/ha (Etesse, cité par Péhaut, 1975, p. 694). Cependant, les prix de vente de ces outils étaient encore hors de portée des paysans. Leur utilisation resta donc limitée à de faibles superficies : 2 500 ha sur les 730 000 en exploitation (0,0034 %), à la fin des années 1930. Les actions restent encore très largement au stade expérimental et ont bien du mal à sortir des stations.

- 26 Pendant le Deuxième Conflit mondial la production tomba, passant de 661 500 t en 1938 à 360 000 en 1944, avec des niveaux particulièrement faibles en 1941 et 1942 soit respectivement 290 000 et 231 000 t. A partir de 1945, l'administration coloniale mettra donc en œuvre une stratégie de relance. Elle s'appuyait sur une extension des superficies et la mise à disposition d'une main-d'œuvre abondante. A cet effet, des *navétanes* (travailleurs saisonniers) furent recrutés dans les pays limitrophes (David, 1981). Des études concernant la fertilisation des terres du bassin arachidier ont été menées conjointement au Centre National de la Recherche Agronomique (CNRA - Bambey), par les chercheurs de l'Institut de Recherche en Agronomie Tropicale (IRAT) et de l'Institut de Recherche sur les Huiles et Oléagineux (IRHO). En l'espace d'un an, deux projets d'amélioration de la productivité sont alors mis en place à Boulel (Saloum) en 1947 et à Séfa (Moyenne Casamance) en 1948⁷.
- 27 A partir de 1947 le tonnage d'avant guerre fut de nouveau atteint et la croissance de la production va se poursuivre parallèlement à l'augmentation des superficies. Cependant, durant la campagne agricole de 1954, on constate un décalage entre la production et les superficies cultivées. Alors que celles-ci ont en effet augmenté de 20 000 ha, passant de 700 000 ha en 1953 à 720 000 en 1954, la production chute lourdement passant de 635 000 à 464 000 tonnes, soit une baisse de 26,9 %. Cette année 1954 a été déficitaire par rapport aux trois années précédentes (1951, 1952 et 1953) à cause de la conjugaison de facteurs défavorables : faiblesse et mauvaise répartition de la pluviométrie ; attaque de rosette sur les derniers semis. L'augmentation des superficies n'a pas suffi à l'obtention d'une bonne production.
- 28 C'est là une exception qui montre que l'augmentation de la production ne suit pas toujours celle des superficies quand les conditions climatiques ou phytosanitaires sont défavorables. En revanche, lorsque les conditions sont meilleures, l'augmentation des superficies se répercute sur le tonnage en arachides. C'est le cas, en 1956, année relativement bien pluvieuse. Les superficies passent de 707 000 ha (en 1955) à 780 000 ha (en 1956), soit une augmentation de 73 000 ha qui a permis un niveau de production jamais vu, de 762 000 tonnes. Globalement, de 1900 à 1960, il y a un parallélisme entre l'accroissement de la production arachidière et le développement des surfaces.
- 29 Après l'accession du Sénégal à l'indépendance, en 1960, la tendance va se poursuivre comme le montre l'allure générale de la figure 3 qui souligne bien la relation entre superficies et production constatée depuis le début de la culture à grande échelle de

l'arachide car l'économie du Sénégal était encore largement dépendante de la rente arachidière.

- 30 La lecture du graphique permet de constater que la courbe des superficies domine, dans toute la période, celle de la production. De 1960 à 1970, si l'évolution des superficies est régulière, celle de la production, moins nette, se fait en dents de scie, mais les années de forte production correspondent à celles où l'on constate une augmentation des surfaces cultivées : 1963, 1967 et 1971 en l'occurrence. La baisse de la production n'est pas due à une diminution des superficies cultivées (en 1964 et en 1968).
- 31 Entre 1970 et 1987 d'importantes variations sont enregistrées ; elles confirment le rôle des facteurs climatiques dans l'évolution de la production. Pendant les deux années exceptionnelles, 1976 et 1977, les productions records jamais enregistrées, respectivement 1 434 147 et 1 186 322 tonnes ne sont pas indépendantes de l'importance des superficies mises en valeur, 1 312 612 ha pour 1976 et 1 294 216 pour 1977. Ce sont là également les plus vastes surfaces mises en culture dans toute l'histoire de la production arachidière sénégalaise. Mais cette période est aussi celle des grandes sécheresses au Sénégal (1972-74 et 1983-84) ; la superficie n'est pas seule à influencer sur la production. La diminution des pluies joue un rôle capital se traduisant par des baisses notoires de la récolte, malgré l'accroissement des superficies. Au cours de la dernière période, 1988 – 1999, les écarts entre les deux évolutions sont moins accusés. Ils confirment néanmoins la corrélation positive entre superficies cultivées et production obtenue.
- 32 Pour mieux faire ressortir cette relation superficies cultivées/volume de la production, on peut passer à un autre niveau d'analyse. Ainsi, la période 1960-1999 peut être partagée en deux grandes phases. Pendant la première, soit entre 1960 et 1983, les superficies cultivées ont été de 1 093 044 ha en moyenne. Dans la deuxième, 1984-1999, la moyenne est ramenée à 797 763 ha, soit une diminution de 295 281 ha. Avec le rendement moyen obtenu sur les quarante dernières années, de 797 kg/ha, cette diminution des superficies s'est traduite par une chute de la production de 235 388 tonnes. Ce chiffre est approximativement celui que l'on obtient lorsque la moyenne de la production entre 1960 et 1983 est comparée à celle de 1984 à 1999.
- 33 Moins qu'à une baisse des rendements, le recul de la production est dû à la diminution des superficies cultivées. L'augmentation de la production cachait mal une faiblesse de la productivité aujourd'hui évidente et qui se traduit par une chute de la production consécutivement à la diminution des superficies cultivées en arachide ; le niveau de la production pendant les années 1990 (626 338 tonnes) n'est pas loin de celui des années 1930 (619 916 tonnes). Un tel constat montre bien que les conditions de l'intensification n'étaient pas remplies.
- 34 En 1964, pour préparer l'alignement du prix de l'arachide sénégalaise sur les cours mondiaux, le gouvernement du Sénégal, avec l'aide technique de la France, mit en œuvre un projet d'amélioration de la productivité arachidière. La conduite de ce projet fut confiée à la Société d'Assistance Technique et de Coopération (SATEC) pour une durée de quatre ans (1964-1968). L'objectif clairement affiché était de relever la productivité de l'arachide de 25 %. Pour ce faire, les solutions techniques préconisées furent centrées d'une part sur l'introduction des labours de début et de fin de cycle, et d'autre part sur la pratique d'assolements afin de permettre l'introduction de la traction bovine et l'instauration d'une sole fourragère dans la rotation.

- 35 Deux formules sont alors imaginées. Dans la première dite « légère », il s'agit de promouvoir des systèmes extensifs améliorés ne grévant pas le budget du paysan, mais lui permettant d'atteindre à une rentabilité supérieure à celle du système traditionnel. On utilise peu d'engrais mais on encourage le développement de la traction animale, équine ou asine. Elle devait certes concerner la majorité des exploitations puisque l'essentiel de la paysannerie l'avait retenue, mais pour les responsables du projet, ce ne devait être qu'une étape vers une formule dite « lourde » appelés aussi TBFF associant « Traction Bovine et Forte Fumure ». Un expert de la SATEC soulignait en effet que la paire de bœufs mettait en œuvre une force de traction supérieure à celle du cheval (Gatin, 1965) et que le labour était *“le fondement de la régénération des sols et la phase initiale de l'intensification”*. Or, cette opération présentait pour les paysans bien plus de contraintes que d'avantages. Les périodes de début et de fin d'hivernage sont en effet pour eux des périodes critiques où ils sont à la fois occupés à chercher des semences, à recruter des saisonniers, à nettoyer les champs fraîchement défrichés ou à négocier la location ou l'emprunt de nouveaux champs. Par ailleurs dès l'entame de l'hivernage, les paysans évitent de fatiguer leurs animaux de trait pour qu'ils soient vraiment efficaces au cœur de l'hivernage. En fin de l'hivernage, les opérations de commercialisation, la fatigue (des paysans et des animaux de trait), laissent alors peu de place à la pratique du labour de fin de cycle.
- 36 Au terme des quatre années, la formule « lourde » que la SATEC pensait faire adopter aux paysans a donc eu un faible écho. La plupart des paysans avaient préféré les solutions les moins contraignantes pour eux et les objectifs recherchés ne furent jamais atteints⁸.
- 37 Les raisons de l'échec sont aussi à chercher dans les nombreux problèmes liés au fonctionnement de l'OCA (Office de Commercialisation Agricole) et de l'ONCAD (Office National de Coopération et d'Assistance au Développement), deux organismes mis en place par le Sénégal après l'indépendance pour marquer la rupture avec les institutions datant de l'époque coloniale.
- 38 L'OCA a été créé dès 1960 pour s'occuper de l'achat de la production arachidière auprès des coopératives et de la distribution des moyens de production. Pour une meilleure efficacité, la nouvelle structure s'appuyait sur les CRAD (Centres Régionaux d'Assistance pour le Développement) mis en place dans les différentes régions. Toutefois, beaucoup de problèmes avaient été notés dans ces centres. Un laxisme dans la gestion du capital semencier, une comptabilité désastreuse, la multiplication des fausses factures ont en effet entraîné l'accroissement du déficit financier. Ces malversations et ces errements ont donc mis en péril l'OCA. En juin 1966, l'ONCAD fut créé pour reprendre une partie des tâches jadis dévolues à cet organisme dont la disparition était devenue inéluctable⁹.
- 39 Le transport et la commercialisation de la production arachidière, la gestion des semences, la promotion et l'encadrement du mouvement coopératif, la supervision du programme de modernisation agricole furent à partir de là confiés à l'ONCAD. Mais la situation n'en fut pas améliorée pour autant. Quelques doutes pouvaient d'ailleurs être émis sur la manière dont une seule et même structure pourrait arriver à piloter efficacement toutes ces actions. Très vite, plusieurs difficultés apparurent.
- 40 Submergé par les tâches de commercialisation, l'Office n'a jamais pu assurer correctement par exemple sa mission d'encadrement des coopératives. Ces dernières étaient livrées à elles-mêmes : les besoins qu'elles exprimaient en moyen de production étaient traités avec beaucoup de retard, ce qui entraînait un allongement des délais de livraison (Casswell, 1984, p. 53 et 54). En ce qui concerne la qualité des semences, elle

n'était pas toujours garantie. Là également, des malversations étaient causées par certains agents peseurs qui, pour réaliser des bénéfices, n'hésitaient pas à mélanger les semences sélectionnées avec des semences de mauvaises qualité ou avec du sable purement et simplement, puisqu'aucun contrôle n'était effectué par la suite.

- 41 En outre, les dysfonctionnements entre les services décentralisés, un effectif pléthorique (plus de 3 000 personnes), des emplois fictifs, firent de l'organisme étatique un gouffre financier plus qu'une structure véritablement apte à impulser le développement rural. Le déficit de plus de 900 millions de FF constaté au moment de sa dissolution, en juillet 1980, en est la preuve¹⁰.
- 42 Le projet "Sine-Saloum I" prendra le relais de la SATEC en 1968. Dès ses débuts, l'accent sera mis sur la recherche de nouveaux paysans pour mettre en application les formules lourdes proposées. Malgré le nombre infime de paysans qui ont participé au projet, le rapport final notait que le reboisement et le dessouchage étaient des techniques maîtrisées. C'est donc sur la base de ces conclusions que le second projet pilote fut monté et confié à la Société de Développement et de Vulgarisation Agricole (SODEVA).
- 43 Cette société avait pour mission principale de vulgariser les itinéraires techniques en milieu paysan. Elle fut chargée d'exécuter le nouveau projet dénommé "projet de promotion rurale, intensification pour le développement agricole de la région du Sine-Saloum" mis en place à partir de 1975. D'une durée d'exécution de cinq ans, ce projet co-financé par le gouvernement du Sénégal, la Banque mondiale et la Caisse française de Coopération Economique (CFCE) comportait essentiellement des opérations de dessouchage et de plantation d'arbres. Dans le 4^e plan (1973-1977) de développement économique et social, le secteur rural fut considéré comme la première priorité, et le projet de promotion rurale du Sine-Saloum présenté comme répondant aux ambitions du gouvernement de faire décoller l'agriculture sénégalaise.
- 44 Le Ministre du développement rural et de l'hydraulique, par le biais de la Direction générale de la production agricole, adressa une demande d'assistance au Programme alimentaire mondial¹¹ (PAM) pour faciliter son exécution. Dans le descriptif, l'accent était mis sur les efforts que le gouvernement avait entrepris depuis 1964 (avec la SATEC) dans le bassin de l'arachide pour accroître la production agricole à travers la diffusion d'itinéraires techniques. Le diagnostic établi fit remarquer que les formules « légères » pratiquées - utilisation de semences sélectionnées, semis en ligne effectués à bonne date, avec de bonnes densités, entretien correct des cultures, engrais minéraux, etc. - laissaient bien augurer de la capacité des paysans à passer à des techniques d'amélioration foncière plus élaborées. Mais ce diagnostic était discutable car les paysans ne suivirent pas tout à fait ces recommandations techniques qui leur étaient faites et la nouvelle société avait gardé les mêmes méthodes et les mêmes objectifs que la SATEC. Pour elle aussi, il s'agissait de promouvoir une véritable intensification dans laquelle le labour tiendrait un rôle primordial. Les tractions asine et équine, jusqu'ici largement dominantes, devaient être remplacées par la traction bovine, considérée par la majorité des techniciens comme la clé de l'intensification.
- 45 Dans son action de vulgarisation, la SODEVA avait ciblé des paysans ayant déjà une assise foncière de 10 ha au moins et disposant d'une paire de bœufs. Pour la Société, ces pionniers de l'intensification devaient entraîner la masse des hésitants¹². Mais en réalité, cette politique ne fit que renforcer le poids des gros producteurs, des notables ou des marabouts le plus souvent. La persistance¹³ de la SODEVA dans de tels choix était d'autant plus incompréhensible que le labour de fond, son cheval de bataille, était apparemment

peu efficace. Le dessouchage est toujours effectué, mais les autres actions préconisées n'étaient que faiblement exécutées. Le reboisement se révélera insignifiant. En 1975 seuls 11 % des surfaces dessouchées avaient été labourées (Schilling, 1999, p. 15). En ce qui concerne l'engrais, malgré les moyens substantiels consacrés au travail de vulgarisation, les doses épandues tournaient en moyenne autour de 57 kg/ha soit un peu plus du tiers de la dose prescrite (Rapport de la SODEVA cité par Schilling, 1999, p. 6). En conduisant sa mission avec une minorité de paysans, la SODEVA a ainsi marginalisé l'écrasante majorité des exploitations. De 1975 à 1980, le nombre d'exploitations TBFF devait passer de 1 950 à 11 400 alors que le Sine-Saloum n'en comptait pas moins de 75 000 : ces objectifs furent loin d'être atteints¹⁴. Cette vulgarisation sélective qui excluait la majeure partie des paysans portait sans doute les germes de l'échec de l'opération.

- 46 Par ailleurs, les paysans wolof firent valoir un argument imparable : la non maîtrise des conditions pluviométriques. On retrouve là l'un des handicaps majeurs à l'intensification dans les pays sahéliens. Sur ce seul point, aucun technicien ne peut apporter la preuve que les paysans n'avaient pas de souci à se faire. Ils étaient tellement habitués aux fluctuations de la pluviométrie qu'ils jouaient désormais la prudence. Pour eux, la meilleure manière de faire un pari sur l'hivernage c'est d'investir le moins possible et de laisser faire la nature¹⁵. L'une des traductions de ce choix était la pratique du *gnitatou bagane*.
- 47 "*Gnitatou bagane*" est un proverbe wolof qui signifie « ratisser large pour avoir quelque chose »¹⁶. Pour les Saloum-Saloum, ce principe est une façon de se donner plus de chances. Il est appliqué dans de nombreux domaines de la culture wolof. Les Saloum-Saloum par exemple ne mangent jamais dans un bol étroit : "*nap lou rèye thi ngèye meuna am dara*" car « c'est dans un grand bol qu'on peut espérer quelque chose ». Cet autre proverbe définit bien le principe du *gnitatou bagane*. Ce langage imagé insiste sur le fait que, plus le bol dans lequel la nourriture est servie est grand, plus il y a de chance que la nourriture soit abondante. Même s'il n'y en avait pas assez, la dimension du bol ferait naître en chacun, l'espoir qu'en introduisant sa main dans le bol il pourrait en tirer quelque chose.
- 48 Au-delà du fait qu'ils sont musulmans, c'est au nom de ce principe que les Saloum-Saloum, dans leur grande majorité, sont polygames. A Pata, 71 % des migrants ont deux femmes, 29 % trois et 8,5 % quatre ou plus. Avoir plusieurs épouses est une manière pour les Saloum-Saloum de mettre des atouts dans leur jeu. Chaque épouse est perçue comme dotée d'une "chance" différente de celle des autres co-épouses. Vivant toutes au domicile conjugal et sous l'autorité du mari, celui-ci espère tirer quelque bénéfice de la diversité de chances de ses épouses. Le nombre d'enfants par concession exprime aussi ce principe. Le père de famille formule l'espoir que, parmi toute sa progéniture, certains réussiront dans la vie et d'autres auront moins de chance.
- 49 Mais ce langage imagé du *gnitatou* vaut très largement dans le domaine agricole et notamment dans les systèmes en vigueur. Il se traduit ici par une préférence marquée pour de grandes superficies. L'élargissement des surfaces, pour autant que cela soit possible, répond de cette philosophie : il ne s'agit pas en effet de concentrer les efforts, mais de démultiplier les chances. Avec l'introduction de la mécanisation dans les opérations agricoles, de la culture attelée notamment, cela était devenu relativement plus facile.
- 50 De façon générale, il y a eu chez les paysans une ré-interprétation des techniques introduites pour les besoins de l'intensification selon leurs propres objectifs. Ainsi, il

s'agit, non de passer, comme leur réaction le traduit, à un système intensif, mais de minimiser davantage les risques - c'est-à-dire d'investir le moins possible - et d'améliorer les systèmes extensifs. Ils ont marqué notamment leur préférence pour la traction équine parce la rapidité est évidemment plus conforme à l'imprévisibilité des conditions pluviométriques.

- 51 Pour sécuriser leur production, les paysans wolof mettent l'accent sur l'extension des surfaces. Au Saloum, pour l'arachide d'huilerie, les rendements sont en effet en moyenne de 724 kg/ha contre 966 à Pata¹⁷. Mais cette différence ne joue que si, au niveau des superficies cultivées, les écarts sont marqués. En effet, même avec un rendement plus faible, les paysans du Saloum qui ont des superficies de 10 ha produisent 7 240 kg d'arachide, tandis que ceux de Pata sur 7 ha, produisent 6 762 kg d'arachide. A partir de cet exemple, on peut expliquer pourquoi, malgré des rendements plus élevés à Pata, les migrants accordent aussi une grande importance à l'accumulation de terres.
- 52 Ce rôle relatif joué par le rendement dans la production arachidière en général peut aussi être démontré si l'on raisonne à l'échelle nationale. Avec la comparaison de deux années caractéristiques, 1976/77 et 1987/88¹⁸ (tabl. I), l'importance des superficies cultivées est confirmée. En revanche, celle des rendements obtenus apparaît moins évidente.
- 53 La différence directe entre les rendements R1 et R2 est de 222 kg/ha ; elle est inférieure au rendement différentiel (production 1 – production 2)/(superficie 1 – superficie 2) qui est de 518 kg/ha. Compte tenu de la différence entre les superficies, le rendement réel (R3) pour 1976-77 peut être calculé à partir de la somme entre le rendement obtenu par le calcul traditionnel (production/superficie) et le rendement différentiel. La somme nous donne 1 435 kg/ha, soit un rendement supérieur à celui de 1988 (1 139 kg/ha). Le rendement R2 a été annulé par la superficie S1. Avec la superficie S2 (c'est-à-dire 831 158 ha), pour arriver à une production comparable à celle de 1976/77 (1 186 322 t), il faut un rendement minimum de 1 435 kg /ha. Or, un rendement de cet ordre n'a pratiquement jamais été obtenu en milieu paysan.
- 54 En fait, le rendement relativement faible qui a été obtenu en 1976/77 par rapport à celui de 1987/88 (917 contre 1 139 kg/ha) a été entièrement compensé par la superficie mise en valeur en 1976/77. Cette superficie, 1 294 261 ha, est supérieure de 35,8 % à celle de 1987/88, alors que le rendement de 1987/88 ne l'est que de 19,4 % comparé à celui de 1976/77. Lorsque la différence entre les rendements n'est pas très grande, c'est l'importance des superficies cultivées qui s'avère déterminante dans le tonnage des arachides. Cet exemple de deux années particulières est applicable à toute la période où les données sur la production et les superficies cultivées sont complètes, c'est-à-dire de 1934 à 1999, l'augmentation de la production ayant davantage reposé sur l'accroissement des superficies que sur l'amélioration des rendements.
- 55 Les conditions pluviométriques influent également sur le niveau de la production. Nous y faisons référence ici pour montrer que pendant les périodes de sécheresse, le *gnitatou* devient une stratégie payante pour les paysans. Nous avons pour cela comparé l'importance de la production arachidière pendant certaines années de sécheresse au Sénégal, notamment 1973, 1974, 1983, 1984 avec la production pendant certaines années de pluviométrie relativement bonne, 1996, 1997, 1998 (tab. II). C'est ainsi qu'en 1973 ou 1983, les productions arachidières sont plus importantes qu'en 1996 ou 1997 à cause de la différence de superficie et non de rendement. C'est pendant les années de sécheresse que l'importance du *gnitatou* peut être le mieux appréciée.

- 56 La comparaison entre les productions moyennes montre une production supérieure durant les périodes relativement sèches (1972/74 et 1983/85). Pour ces années, la moyenne de la production arachidière (arachide d'huilerie) a été de 616 688 t soit 11,6 % de plus que celle des années moins sèches, 544 949 t. Cette différence résulte davantage de l'importance des surfaces cultivées, 1 011 544 ha en moyenne pour les années sèches et 701 018 ha en moyenne pour les années relativement bien arrosées (1996-1998) soit une diminution de 30,7 %. De 1996 à 1998, le rendement moyen est de 808 kg/ha ce qui est plus que celui obtenu pendant les années de sécheresse, 618 kg/ha. Ce n'est pas cependant dans les périodes de sécheresse que les plus faibles productions sont enregistrées, mais pendant les années où les superficies exploitées ont diminué. L'importance des superficies cultivées atténuée ou même compense la diminution du rendement. Nous avons là une illustration du *gnitatou bagane*. Dans un pays sahélien comme le Sénégal, où l'incertitude climatique peut être considérée comme une donnée fondamentale à prendre en compte, seul l'accroissement des surfaces cultivées permet d'atteindre certains niveaux de production.
- 57 Cette volonté des paysans wolof d'élargir leurs champs apparaît également lorsque l'on compare les superficies détenues par les migrants au Saloum et celles qu'ils ont actuellement à Pata. Au Saloum, 79,6 % des migrants interrogés avaient entre 0 et 6 ha ; à Pata 74,8 % en ont entre 6 et plus de 10 ha. Il y a quasiment inversion des proportions. Quand les paysans migrants affirment que le Fouladou est devenu "*l'eldorado de la culture arachidière*", cela veut dire non seulement que les conditions climatiques y sont meilleures, mais également qu'il est possible d'y agrandir les superficies, ce qui n'était plus possible au Saloum depuis le début des années 1980. D'après le document confidentiel de la SODEVA adressé au Ministre du développement rural (1983, p. 14), le rapport entre surface cultivée et surface cultivable était de 75 % en 1982 au Sine-Saloum. Dans cette région, les possibilités d'extension des surfaces étaient encore meilleures, comparées aux premières régions arachidières de Thiès, Diourbel, Louga, où le rapport était de 98, 89 et 78 % respectivement. Le même document mentionne que si le rythme de 2 % (taux annuel moyen d'accroissement des superficies cultivées entre 1976 et 1982) était maintenu, la totalité des terres cultivables du bassin serait occupée dans les années 1990.
- 58 Ces projections se sont révélées fondées, car à la fin des années 1980 la question de la saturation foncière commençait déjà à se poser sérieusement au Saloum, ce qui explique d'ailleurs le départ massif de milliers de paysans vers le Fouladou, propice au *gnitatou bagane*, car, à la différence du Saloum, l'espace y est encore disponible. A Pata, on peut considérer que les superficies sont encore provisoires. Dans leur totalité, les migrants interrogés déclarent tous vouloir augmenter la taille de leurs champs¹⁹. Dans la conception wolof, avec un champ réduit, il n'y a pas de *gnitatou* possible. 87,8 % des migrants venus à Pata avaient un champ d'au moins 1 ha dans leur zone d'origine. Au Saloum, quand un paysan dit qu'il n'a pas de terres, il faut entendre par là qu'il n'en a pas assez. Même l'infertilité des terres est à relativiser. Certes, les rendements ont diminué, mais la production est assez bonne. C'est principalement la modestie des champs qui fait partir ailleurs les paysans. A Pata, la première des tâches est de chercher des terres. Aucun des migrants enquêtés n'a regretté d'avoir fait le déplacement. On peut expliquer cette situation à partir de la comparaison entre la superficie laissée au Saloum et celle qui a été obtenue à Pata.
- 59 Le tableau III montre que dans les faits, le raisonnement des paysans n'est pas dénué de fondement.

- 60 Pendant sa première année d'intervention dans la forêt (1997-98), la Novasen (nom commercial adopté par les responsables de la « Nouvelle Société pour la Commercialisation de l'arachide de bouche au Sénégal ») avait exigé de ses clients paysans l'utilisation d'engrais (3 sacs de 50 kg/ha, soit un endettement de 22 134 F. CFA/ha). Mais très peu de migrants ont suivi ces conseils. L'engrais est certes pris, mais est revendu presque systématiquement en Gambie.
- 61 Les paysans interrogés affirment à 83 % que dans la région l'utilisation de l'engrais serait du gâchis, quand la fertilité naturelle des terres permet d'avoir de bons rendements et l'élargissement des champs, une production plus importante. Ils affirment par ailleurs que le fait de limiter au strict nécessaire la taille des champs n'est pas une bonne chose. D'une part, parce qu'ils seraient distancés dans "la course à la terre" et, d'autre part, parce que les saisonniers recrutés seraient sous-employés²⁰.
- 62 Dans la deuxième année, la société a tiré les conséquences de cette désaffection et l'engrais n'a été distribué qu'aux paysans demandeurs, très peu nombreux finalement. Or, dans tous les bons manuels d'agronomie, il est conseillé d'utiliser l'engrais sur des terres fertiles pour précisément maintenir cette fertilité dans la durée, l'efficacité des engrais dans les terres fatiguées étant minime.
- 63 Le *gnitatu bagane* apparaît donc aux yeux des Saloum-Saloum comme une manière de faire perdurer l'activité agricole dans la famille. Les chefs de concession défrichent non seulement pour assurer la reproduction de la famille actuelle, mais également pour permettre que demain les enfants puissent commencer l'agriculture en ayant un minimum de terres. En effet, les terres accumulées seront divisées par 10 ou 15, vingt ans plus tard. Aussi, pour le chef de concession qui a une grande famille, avoir beaucoup de terres ne traduit pas seulement une volonté de puissance, mais aussi un souci de prévision.
- 64 Au Saloum, les terres ont été acquises, pour l'essentiel, par héritage. Les chefs de concession qui ont des terres, sont ceux dont les parents ou les grands-parents avaient profité de la disponibilité foncière pendant la première moitié du XX^e siècle pour accumuler des terres. "*Nos enfants sont prédestinés à l'agriculture, nous ne pouvons leur laisser en héritage que la terre (...) lorsque nous défrichons aujourd'hui, il nous faut en tenir compte*"²¹. Le *gnitatu* peut être vu comme une forme de prévoyance qui s'inscrit à la fois dans le présent et dans l'avenir. Dans le présent, parce qu'il permet au chef de famille de pouvoir récolter un minimum de produits, même quand les conditions climatiques ne sont pas favorables, et de pouvoir ainsi subvenir à l'essentiel des besoins de sa famille déjà nombreuse. Dans l'avenir, parce que la plupart de ses enfants seront cultivateurs comme lui et voudront, à leurs débuts, disposer d'un lopin de terre.
- 65 A travers le *gnitatu bagane*, les paysans wolof pratiquent une agriculture certes extensive, mais dont la rationalité économique a été reconnue par tous ceux qui ont étudié leur système de production (Reboul, 1972 ; Péliissier, 1979 entre autres). Dès lors, une question se pose : peut-on leur reprocher d'avoir une rationalité centrée sur la minimisation du risque et le désir de tirer des bénéfices de la culture arachidière ? Cette question a encore plus de portée lorsque leur propension à chercher toujours plus de vastes superficies n'est pas envisagée comme un choix délibéré, mais comme le point de convergence de la tension entre l'Etat et eux.
- 66 André Vanhaeverbeke, Claude Reboul et Yves Péhaut²² ont, tour à tour, souligné que l'augmentation de la production arachidière, malgré les paquets technologiques

préconisés par la recherche ou les opérations de productivité mises en œuvre, est davantage liée à l'élargissement des surfaces cultivées (Vanhaeverbeke, 1970, p. 33 ; Reboul, 1972, p. 113 ; Péhaut, 1975, p. 689). Certes, leurs travaux sont anciens, mais ils n'ont rien perdu de leur pertinence. Les paquets technologiques qu'ils avaient évoqués – labour profond, utilisation de semences sélectionnées et d'engrais, mécanisation des procédés culturels, etc. – sont globalement les mêmes que ceux qui ont été reconduits dans toutes les tentatives d'intensification menées par la SATEC ou par la SODEVA. Ces paquets ont toujours rencontré l'aversion des paysans wolof. Ces derniers auraient-ils une longueur d'avance sur certains techniciens ou chercheurs ?

- 67 Quoi qu'il en soit, les analyses de ces auteurs aident à comprendre pourquoi, avec l'arachide, les paysans wolof restent attachés à des systèmes sous-tendus par l'utilisation de vastes espaces. Ce ne serait donc ni la faiblesse des traditions agraires ou des attaches territoriales, ni des recherches du gain à court terme qui seraient ici en cause mais plutôt un souci de productivité du travail, ce que d'ailleurs les géographes ruralistes semblent avoir assez unanimement admis²³. Si nous jugeons cette position acceptable, nous ne devrions pas avoir de mal à reconnaître ou au moins à commencer à admettre, l'idée de la rationalité du comportement des paysans wolof, quand ils décident de ne pas suivre l'idée d'une intensification du travail agricole chère aux techniciens ! Ils ont en effet choisi de cultiver suivant un principe qu'ils chérissent et qui est clair dans leur tête : le *gnitatou bagane*²⁴.
- 68 Que va-t-il donc se passer lorsque l'espace sera épuisé, "fini" ? Telle est la question centrale qui se pose maintenant. La contrainte spatiale se précise en effet de plus en plus et l'imminence de la menace est attestée au Sénégal par la colonisation des derniers espaces forestiers, Pata à partir des années 1980, Mbégué à partir des années 1990. La réponse que les paysans wolof donnent de manière lapidaire : "*Gorr deukoul fenne*" – « l'Homme n'habite nulle part » – n'évacue pas cette question. Il semble donc aujourd'hui inévitable et urgent de trouver une solution intermédiaire entre l'impossible intensification et une consommation d'espace non reproductible à l'infini. Le système semi-intensif des paysans serer n'est plus opérationnel²⁵ ; le système extensif consommateur d'espace des paysans wolof est en train de vivre ses dernières années. On peut en tirer une conséquence méthodologique : les communautés paysannes ne sont pas prisonnières à vie de leurs systèmes de production. Quels qu'ils soient, ces systèmes ne peuvent pas être appliqués indéfiniment ; dans le temps long, il faut donc les percevoir comme des étapes nécessairement provisoires.

BIBLIOGRAPHIE

CASSWELL N., 1984 – Autopsie de l'ONCAD : la politique arachidière au Sénégal, 1960-1980. In : *Les paysans et le pouvoir en Afrique noire. Politique Africaine*, n°14, p. 39-73

CHARLERY DE LA MASSELIÈRE B., 1994 – *De l'indigène au citoyen. Afrique noire, l'étirement d'une crise paysanne durable*. Univ. de Toulouse II, 140 p. (Mémoire de synthèse).

- CHARLERY DE LA MASSELIÈRE B.**, 1979 - *Les dynamismes socio-politiques et économiques dans la transformation des paysages agraires du Kayor central et septentrional (Sénégal)*. EHESS - LA 94, Paris, 314 p. (Thèse de 3^e cycle).
- COPANS J.**, 1988 - *Les marabouts de l'arachide*. Ed. L'Harmattan, Paris, (2^e édition), 279 p. .
- COQUERY-VIDROVITCH C.**, 1978 - *Economie de traite et misère des investissements en Afrique noire*. Hérodote, Paris, n°11, p. 69-86
- CÔ-TRUNG DIALLO M.**, 1998 - *La compagnie des oléagineux tropicaux en Casamance. Autopsie d'une opération de mise en valeur coloniale (1948 - 1962)*. Karthala, Paris, 519 p.
- DAVID Ph.**, 1981 - *Les navétanes. Histoire des migrants saisonniers de l'arachide en Sénégal des origines à nos jours*. Ed. NEA, Dakar, 525 p.
- GATIN B.**, 1965 - *Normes techniques et financières d'équipements*. Satec, Dakar, 24 p. ronéo (Document - SATEC)
- GOUROU P.**, 1966 - *Les pays tropicaux*. Paris, PUF, 4^e édition, 272 p.
- GOUROU P.**, 1991 - *L'Afrique tropicale, nain ou géant agricole ?* Flammarion, Paris, 230 p.
- IMBS F.**, 1987 - *Kumtaabo. Une collectivité rurale mossi et son rapport à l'espace (Burkina Faso)*. Ed. ORSTOM, Paris, 233 p. (Atlas des structures agraires au Sud du Sahara n° 21).
- LERICOLLAIS A. dir.**, 1999 - *Paysans sereer. Dynamiques agraires et mobilités au Sénégal*. IRD/Edition, Paris, 668 p. (Coll. A travers champs).
- PÉHAUT Y.**, 1975 - *Les oléagineux dans les pays d'Afrique Occidentale associés au marché commun*. Univ. de Bordeaux III, 3 tomes, 1476 p.. (Thèse de doctorat d'Etat).
- PÉLISSIER P.**, 1952 - *L'arachide au Sénégal : rationalisation et modernisation de sa culture*. In : *Problèmes agricoles au Sénégal*. IFAN, Dakar, p. 49-80. (Etudes Sénégalaises n°2).
- PÉLISSIER P.**, 1979 - *Le paysan et le technicien : quelques aspects d'un difficile face-à-face (p. 1-8)*. In : *Maîtrise de l'espace agricole et développement en Afrique tropicale. Logique paysanne et rationalité technique. Actes du coll. de Ouagadougou*. ORSTOM, Paris, 600 p. (Mémoire ORSTOM n° 89)
- RAISON J. P.**, 1986 - *L'enracinement territorial des populations mérina (Hautes terres centrales malgaches). Fondements, modalités et adaptation*. *L'Espace géographique*, Paris, n°3, p.161-171
- REBOUL Cl.**, 1972 - *Structures agraires et problèmes de développement au Sénégal. Les unités expérimentales du Sine Saloum*. INRA, Montpellier, 163 p., (Série Travaux et Recherche n° 17).
- SALL M.**, 1992 - *Transformation de l'agriculture et crise de l'environnement dans le Saloum méridional (Sénégal)*. *L'Espace géographique*, Paris, n° 4, p. 343-346.
- SCHILLING R.**, 1999 - *Synthèse des acquis de la recherche arachidière au Sénégal. Application du développement*. CIRAD - CA, Montpellier-Dakar, 70 p. (Document de travail du CIRAD - CA, n° 2-99)
- SODEVA**, Dakar, 1983 - *Problèmes posés par le développement du bassin arachidier. Rôle de la Sodeva*. Ministère du développement rural, Dakar, 106 p.
- SODEVA**, Dakar, 1990 - *Programme technique campagne agricole 1990/91*. Dakar, 41 p. ronéo
- VANHAEVERBEKE A.**, 1970 - *Rémunération du travail et commerce extérieur. Essor d'une économie paysanne exportatrice et termes de l'échange des producteurs d'arachides au Sénégal*. Université catholique de Louvain. Louvain, 253 p. + annexes.

NOTES

1.- En dehors du vieux pays Wolof où des systèmes traditionnels performants existaient (voir par exemple, la thèse de Bernard de la Masselière, 1979).

2.- Ce texte repose sur les enquêtes que nous avons menées auprès de 400 paysans (250 dans la forêt de Pata et 150 au Saloum) dans l'espace migratoire Saloum - Pata. Ces enquêtes ont été effectuées entre juillet 1998 et juillet 2000.

3.- L'espace des Serer, n'est plus seulement le Sine, mais est aussi les Terres neuves et les grandes villes. Malgré une réputation de cultivateurs méticuleux possédant de solides traditions agraires, les Serer avec une majorité de jeunes - sont aussi obligés de se déplacer vers d'autres espaces. Dans le dernier ouvrage en date qui leur a été consacré (Lericollais, dir., 1999), il est fait état de ces mutations, aussi bien au niveau des terroirs que des paysans. Les Serer eux-mêmes en ont pris conscience et l'expriment à travers ces mots "les tessons du canari - symboles des liens affectifs et sacrés qui les lient à leurs terroirs - ne sont plus immobiles". En choisissant de rester dans leurs terroirs avec des densités de 80 à 100 hab./km², ils avaient pendant longtemps différé un choix devenu inéluctable, celui de se déplacer. Le temps est donc loin où l'administration devait recourir à la migration forcée. Par exemple en 1946 dans "l'opération Terres neuves de Boulel" devant l'opposition des Serer à quitter leurs terroirs, les chefs de canton avaient été chargés de désigner des familles.

On peut aussi citer le travail de Jean-Pierre Raison sur les peuples des hautes terres de Madagascar. Il y montre bien que la mobilité est génératrice d'enracinement et que les deux termes ne sont pas contradictoires (Raison, 1986, p. 163). Si ces populations mérina dont l'attachement au terroir, tel que l'auteur nous en rend compte, semble viscéral, s'inscrivent dans la mobilité, quelle autre société enracinée ne le ferait pas ?

4.- Péliissier (1952), Michaux (1947) cité par Cô-Trung Diallo (1998, p. 63) ont également souligné cette dégradation des sols liée à l'option résolument productiviste qui avait été choisie par l'administration coloniale.

5.- Nous y reviendrons dans la suite du texte.

6.- Entre 1918 et 1919, par exemple, la production a suivi l'accroissement des superficies, passant de 300 000 t pour 375 000 ha, en 1918, à 325 000 t pour 425 000 ha, en 1919.

7.- Ce deuxième projet piloté par la Compagnie Générale des Oléagineux Tropicaux est de plus grande envergure. Elle avait pour tâche de permettre un développement rapide de la production arachidière à travers sa modernisation. Avec la compagnie, l'administration coloniale voulait mettre en place une culture arachidière intensifiée grâce à l'utilisation de la mécanisation. D'emblée, les paysans sont écartés de la mise en œuvre du projet car "immatures, arriérés intellectuellement et paresseux ! Ils constitueraient un frein, un handicap au développement de la mécanisation" (Cô-Trung Diallo, 1998 p. 23). Les deux expériences menées à Latmingué en 1920 et en 1932 pour mécaniser la culture de l'arachide se sont terminées par des échecs, en raison d'un coût exorbitant pour la première, de la faiblesse des rendements pour la seconde (Cô-Trung Diallo, 1998 p. 84).

8.- Françoise Imbs a montré qu'à Kumtaabo (village du Burkina Faso), l'intervention de la SATEC, dans les années 1960, s'était également soldée par un échec (Imbs, 1987, p. 188).

9.- Une autre partie fut confiée à l'OCAS (Office de Commercialisation Agricole du Sénégal), nouvelle structure, dont l'action était plutôt tournée vers l'exportation de l'arachide et l'importation des céréales.

- 10.-** Certains l'avaient-ils rebaptisé "l'Office National des Caïmans Alignés pour le Détournement".
- 11.-** L'aide alimentaire demandée au PAM et destinée aux paysans du projet devait permettre l'accomplissement des tâches de dessouchage et de reboisement, sans un surcroît de travail. Les vivres sollicités étaient : semoule de maïs, mil, sorgho, poissons séché et salé, huile végétale. Les rations étaient fixées comme suit : 400 g de céréales, 20 g d'huile végétale, 40 g de poisson sec ou salé, soit 460 g par personne et par journée de travail.
- 12.-** C'était là un pari erroné. On peut bien se demander comment des paysans qui avaient parfois du mal à appliquer les thèmes légers (difficultés pour acheter des animaux de trait ou les doses minimales d'engrais) pourraient adhérer à des thèmes lourds qui non seulement nécessitaient un plus gros investissement mais aussi étaient plus contraignants en volume de travail ? Les leçons de l'échec de la CGOT à Séfa ou de la SATEC n'avaient pas été retenues. A propos de la CGOT, voir l'ouvrage de Marina Cô-Trung Diallo (1998).
- 13.-** Elle traduit toute la difficulté, pour certains techniciens de la SODEVA, à remettre en cause les schémas centraux qui sous-tendaient leurs actions de vulgarisation.
- 14.-** Alors que dès 1968, la mission de la SODEVA est de restaurer la fertilité des sols, vingt ans plus tard, en 1990, on pouvait lire encore dans un rapport de la SODEVA, "les conditions actuelles de dégradation des sols du bassin arachidier commandent, pour la conduite du programme de productions végétales intensives, de procéder à la restauration et l'amélioration du patrimoine foncier (...)" (1990, p. 10).
- 15.-** Le débat sur les systèmes intensifs ou semi-intensifs et extensifs en Afrique ne prend pas toujours en compte cet aspect pluviométrique. Autant dans des zones de cultures irriguées, la maîtrise de l'eau peut être totale, autant dans les zones sèches, l'eau constitue un facteur non maîtrisable. Or, lorsque le paysan investit, c'est pour être sûr d'avoir des résultats.
- 16.-** Proverbe wolof. dans sa traduction littérale, il signifie « c'est sur une large superficie qu'il est possible de grapiller quelque chose ».
- 17.-** Sur la période 1990 – 1998 pour les deux régions. Cette différence s'explique par le fait que les terres de Pata sont encore relativement fertiles, alors que celles du Saloum ont été continuellement exploitées depuis près d'un siècle maintenant.
- 18.-** C'est-à-dire l'année où la deuxième plus forte production de toute l'histoire de l'arachide a été enregistrée (1976/77) et l'année du meilleur rendement jamais réalisé (1987/88).
- 19.-** La différence des superficies entre le Saloum et Pata va sans doute s'accroître. La saturation foncière est devenue une réalité au Saloum. A Pata en revanche, il y a environ 20 000 ha de forêt encore disponible. Ce chiffre a été obtenu après l'évaluation des superficies défrichées sur la base de l'exploitation de la photographie aérienne de la forêt de février 1996 et des contrôles de terrain effectués de 1998 à 2000.
- 20.-** Il faut comprendre par là qu'ils travailleraient moins. A Pata par exemple, il n'est pas rare d'entendre les saisonniers se plaindre de l'importance du travail qui leur est demandé par les employeurs.
- 21.-** Ali G. Cissé, un paysan de Touba Tiéckène, village de la forêt de Pata. Entretien réalisé en janvier 1999.
- 22.-** On pourrait également citer Paul Pélissier (1952) et Bernard Charlery de La Masselière (1994).

23.- Gourou, Pélissier, Lericollais, Charlery de La Masselière, pour n'en citer que quelques-uns.

24.- Sous d'autres formes en Afrique, il semble que ce principe soit aussi présent, à la lumière des propos de Pierre Gourou : "l'agriculteur africain traditionnel a une préférence marquée et compréhensible pour l'extensif, pour l'essartage", (...) [il] est un mangeur de forêt " (1991, p. 46 et 83).

25.- Non seulement dans leurs terroirs, mais dans les nouveaux espaces investis ; à ce propos, l'une des causes de l'échec du projet d'intensification dans les terres neuves de Koumpentoum – Maka (Sénégal oriental) est instructive : dans une zone sans pression foncière, les colons serer ont négligé les thèmes intensifs préconisés et ont préféré étendre leurs superficies.

RÉSUMÉS

Les systèmes de production extensifs, consommateurs d'espace, développés par les paysans wolof ont souvent été interprétés comme le résultat de plusieurs facteurs : la faiblesse de leurs traditions agraires et de leurs attaches territoriales, la recherche du gain économique à court terme et le peu d'intérêt manifesté à la gestion des ressources naturelles. Les limites de telles interprétations sont aujourd'hui dévoilées par l'inscription des Serer dans ces mêmes systèmes alors qu'ils ont été naguère présentés comme des paysans achevés, contrairement aux Wolof. Pour comprendre les pratiques de ces derniers, il est nécessaire d'analyser le développement de l'arachide au Sénégal qui a été le fruit d'une tension permanente entre l'Etat et le monde paysan. Le premier a toujours milité pour une option productiviste, cherchant ainsi à répondre à la demande croissante des industries de corps gras ou à soutenir l'économie du pays. Compte tenu de l'échec des différentes tentatives d'intensification, la mise en œuvre de cette option a nécessité une extension considérable des superficies. Le second, pour atténuer les effets du risque climatique, compenser l'absence d'investissements de l'Etat en amont de la production et tirer quelque bénéfice d'une culture à laquelle il s'est attaché au fil des années, a décidé d'augmenter ses chances en renouvelant et en élargissant les surfaces cultivées. Cela se traduit par l'application du gnitatou bagane où la consommation d'espace, inhérente à ces choix, est la base sur laquelle l'équilibre de cette tension Etat/paysan wolof a longtemps reposé et repose encore.

The fidelity of Wolof peasants to the gnitatou bagane practices or extensive production systems. The space-consuming extensive production systems developed by Wolof farmers have often been viewed as resulting from several factors : the weakness of both their agrarian traditions and their territorial ties, the search for a short term economic payoff and the poor interest they have in the management of natural resources. The limits of such interpretations are revealed by the inscription of the Serer in said systems, though they always have been referred to as accomplished farmers, unlike the Wolof. In order to understand the latter's practices, it is necessary to analyze the development of the groundnut in Senegal, which is the result of a permanent tension between the state and the farmers. The state has always promoted policies aimed at increasing production in order to respond to the increasing demand from groundnut oil industries and to support the national economy. Given that many attempts to intensify

production failed, the enforcement of these policies has required a major extension of cultivated areas. The farmers have decided to renew and enlarge the cultivated surface, in order to reduce the high climatic risks and also to gain profit from a produce they have grown accustomed to. This is to be found in the gnitatou bagane practices, where the space consumption related to these choices is the foundation on which the equilibrium of the tension between State and Wolof farmers has for long lied - and still does.

INDEX

Keywords : state

Mots-clés : agriculture extensive, arachide, État, extensive agriculture, farmer, gnitatou bagane, groundnut, paysan, Sénégal, Wolof

AUTEUR

MAMADY SIDIBÉ

ATER au département de géographie, Université de Toulouse-Mirail